

Djimon Ore: 'la soupe est amère'



Cela fait plus d'une semaine que Djimon Ore croupit dans les geôles de la gendarmerie togolaise. L'ancien ministre de la communication a été arrêté après s'être prononcé sur le bilan des 61 ans d'indépendance du Togo. En milieu de semaine, des acteurs politiques lui ont rendu visite. L'opposant leur a confié qu'il traverse des moments difficiles.

Intervenant dans deux émissions consacrées au potentiel bilan des 61 ans d'indépendance du Togo, Djimon Ore n'a pas pris les gants pour peindre un tableau noir. L'ancien ministre, à la tête du Front des patriotes pour la démocratie (FPD), continue de croire que la solution politique convenable pour le Togo est une transition sérieuse devant permettre d'opérer des réformes audacieuses pour (re)mettre le pays sur les rails.

Mais ses propos ont été qualifiés « d'outrage envers les représentants de l'autorité publique », et qui seraient de nature à créer des « troubles aggravés à l'ordre public ».

Echangeant mercredi dernier avec la délégation de l'opposition qui s'est rendue au Service centrale des recherches et investigations criminelles (SCRIC) de la gendarmerie, Djimon Oré a avoué qu'il traverse de moments difficiles. Mais l'opposant assure s'être préparé pour cette épreuve.

« La soupe est amère. Mais en tant que responsable politique, je me suis préparé à cela », a-t-il déclaré à ses collègues de l'opposition.

Toutefois, le président du FPD s'inquiète du bien-être de sa famille notamment ses enfants et sa femme qui sont actuellement traumatisés par les événements.

« Ce qui est dommage c'est le traumatisme que les conditions de mon interpellation pourraient causer à mes enfants et à leur mère.», relate [Gnimdewa Atakpama, membre de la délégation](#).

Depuis l'arrestation de l'ancien ministre de la communication, les condamnations fusent de partout. La Dynamique Mgr Kpodzro (DMK), l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le Front des démocrates pour la République (FDR), le parti Les Démocrates, l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (ADDI), le Parti des Togolais, le Réseau de la coordination de la diaspora togolaise indépendante (RCDTI) et le Collectif pour la vérité des urnes Togo-Diaspora (CVU-TOGO-DIASPORA) ont réclamé sa libération.

Notons que Djimon oré a été présenté mardi dernier au procureur de la République. Il a été entendu sur les griefs retenus contre lui. Il continue d'être détenu au SCRIC.